



HAL
open science

La Conférence internationale sur la relation entre le désarmement et le développement

Jacques Fontanel

► **To cite this version:**

Jacques Fontanel. La Conférence internationale sur la relation entre le désarmement et le développement. ARES, 1988, Course aux armements et désarmement, X (1988/1), pp.183-194. hal-02943661

HAL Id: hal-02943661

<https://hal.univ-grenoble-alpes.fr/hal-02943661v1>

Submitted on 20 Sep 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

La Conférence internationale sur la relation entre le désarmement et le développement

Jacques Fontanel

Arès, Défense et Sécurité
La course aux armements et désarmement
1988/1

Résumé : La Conférence internationale sur la relation entre le désarmement et le développement

Résumé : La Conférence internationale sur la relation entre le désarmement et le développement du mois d'août 1987 à New York s'est globalement soldée par un échec. Mal défendue par son promoteur France), combattue par les Etats-Unis, assez mal préparée sur le fond, les Etats sont restés dans le domaine exclusif de la tactique politique. Elle n'a pas été inutile pour autant. Les débats en présence des ONG ont été intéressants sur la question de la nécessité de la paix. En outre, l'URSS a reconnu l'irréalité des chiffres officiels de leurs dépenses militaires. Enfin, l'ONU doit jouer un rôle fondamental dans les négociations sur le désarmement.

Summary: The International Conference on the Relationship between Disarmament and Development held in New York in August 1987 ended in overall failure. Poorly defended by its promoter France), fought by the United States, and rather poorly prepared in terms of substance, the states remained in the exclusive domain of political tactics. However, it was not useless. The debates in the presence of the NGOs were interesting on the question of the need for peace. In addition, the USSR recognized the unreality of their official figures for military spending. Finally, the UN must play a fundamental role in disarmament negotiations.

Mots clés : Désarmement, développement, ONU
Disarmament, Development, UNO

Dans son discours devant l'Assemblée générale des Nations Unies du 28 Septembre 1983, le Président Mitterrand, dans la tradition française de création d'un Fonds International de Désarmement pour le Développement, avait suggéré que, malgré les divergences sur les approches du désarmement et de la sécurité, les gouvernements souscrivent à la liaison entre le désarmement et le développement. Il proposait alors la réunion, restreinte aux principales puissances militaires, d'une conférence sur le couple désarmement-développement, préparatoire à la réunion d'une Conférence des Nations Unies étendue à tous les autres membres de l'Organisation. Parmi les tâches essentielles qui devaient être satisfaites, le Président déclarait :

«- D'abord déterminer le poids réel des armements ? Et les questions se posent : comment surmonter les divergences, tant sur les données que sur les estimations, comment arrêter une base d'évaluation acceptée par tous?

- Apprécier ensuite les effets économiques internes et externes de la croissance des dépenses militaires ?

- En troisième lieu, comment mesurer la relation entre l'évolution des dépenses militaires et les principaux facteurs de désordre économique international ?

- Aborder enfin et sans délai, ces mises au point faites, le sujet essentiel qui est celui des possibilités et des modes d'affectation à des tâches d'intérêt collectif humain (santé, formation professionnelle, développement agricole dans les pays du Tiers-Monde), des moyens importants qui seraient dégagés par une réduction progressive, mais méthodique, des dépenses militaires dans les principaux pays ? Et ces questions encore : comment assurer un effet économique favorable de ces réductions et de ces conversions dans les pays contributeurs eux-mêmes ? Et comment concevoir des mécanismes d'aide à la conversion ? »¹

L'Assemblée générale des Nations Unies décida dans la résolution 39/160 du 17 décembre 1984 de réunir une conférence internationale sur le désarmement et le développement, qui devait prendre des décisions par consensus, entreprendre un examen des implications du niveau et de l'ampleur des dépenses militaires (en particulier de celles des Etats dotés d'armes nucléaires ou des autres Etats importants pour l'économie mondiale et la situation économique et sociale du monde), examiner les moyens de dégager, par des mesures de désarmement, des ressources additionnelles pour le développement, en particulier en faveur des pays en voie de développement (PVD). Le 16 Décembre 1985, il fut décidé que la Conférence se tiendrait à Paris du 15 Juillet au 2 Août 1986. La France reviendra pourtant sur cette décision par une lettre du 22 Mai 1986 et l'Assemblée Générale des Nations Unies choisit alors de réunir la Conférence à New York, du 24 Août au 11 Septembre 1987. Cent cinquante Etats ont participé à cette Conférence, le Saint-Siège étant observateur au même titre que l'Organisation de Libération de la Palestine et la Namibie. Cette Conférence a pourtant été un échec, d'une part parce que les Etats-Unis n'ont pas désiré y participer et d'autre part, parce que les résultats obtenus n'ont pas été convaincants.

I.- Le Document final

Les Etats participant à la Conférence internationale ont souhaité rappeler, en préambule, les conséquences économiques et politiques graves de la course aux armements, la nécessité de tenir compte du couple désarmement-développement dans la prise de décision politique et la gravité des menaces militaires et non militaires à la sécurité.

A .- Les principes de base retenus

Plusieurs principes et bases d'action ont été adoptés lors de la Conférence de New York².

1) Le désarmement et le développement sont deux préoccupations prioritaires de la communauté internationale dans son ensemble. La course aux armements est trop

coûteuse et il est nécessaire d'assurer la sécurité à un niveau plus bas d'armement, ce qui permettrait d'affecter des dépenses supplémentaires au développement, sans réduction de la sécurité nationale de chaque Etat. La course aux armements et un développement social, politique et économique stable et équilibré sont antinomiques. Pourtant, il ne faut pas subordonner le développement au désarmement et réciproquement. Le développement, par exemple, ne saurait attendre que des ressources financières soient libérées par le désarmement.

2) L'importance des dépenses militaires freine le développement des activités civiles, compte tenu de la rareté des ressources disponibles. Mais surtout, la sécurité est une priorité absolue des Etats. C'est à chaque Nation qu'il appartient de décider du niveau d'armement et de dépenses militaires nécessaires à sa sécurité. La sécurité comporte bien sûr une dimension militaire, mais elle ne se confond pas avec elle. La sécurité comprend aussi les droits élémentaires de l'homme, les luttes contre le sous-développement, la dégradation de l'environnement, l'analphabétisme ou la malnutrition. Le recours à la menace ou à l'emploi de la force, l'intervention et l'occupation étrangères, l'agression armée ou l'apartheid, les violations de l'intégrité territoriale, de la souveraineté nationale et du droit à l'autodétermination sont des menaces pour la paix et la sécurité internationale.

3) Conformément à sa Charte, l'ONU a un rôle central à jouer dans la proposition du désarmement pour le développement, principalement en matière d'information et de négociation.

B.- Les incidences des dépenses militaires sur l'économie mondiale

Plusieurs hypothèses fondées sur des analyses scientifiques préalables ont été retenues :

1) Les dépenses militaires représentent 6 % du produit "intérieur" brut mondial, soit 20 fois l'aide publique au développement. Elles consomment de nombreuses ressources énergétiques et minérales non renouvelables. La production d'armement et les arsenaux notamment d'armes nucléaires et chimiques représentent une menace constante sur l'environnement.

2) Les exportations d'armes des pays développés fragilisent la situation économique des pays en voie de développement, principaux importateurs, alors même qu'il y a une détérioration des termes de l'échange des pays exportateurs des produits de base. Il en résulte une impuissance des pays pauvres à obtenir les devises nécessaires à leur développement.

3) En 1987, il y a 780 millions de personnes qui souffrent de malnutrition, 850 millions sont analphabètes et plus d'un milliard de personnes sont à la fois sans logement et chômeurs. Or, les dépenses militaires sont en concurrence avec les dépenses de santé et d'éducation et elles créent moins d'emplois que le secteur civil.

4) Enfin, globalement, les incidences des dépenses militaires sur la croissance sont plutôt négatives, ce qui ne fait qu'accroître les crises économiques des pays et la crise mondiale.

C.- Les solutions envisagées

1) Il faut développer la coopération internationale et combler l'écart économique entre les pays développés et les pays en voie de développement. Une stratégie internationale du développement constitue un facteur fondamental dans la stabilisation des relations internationales. Autrement dit, l'un des ferments des conflits, l'inégalité, doit être combattu. D'autre part, il faut favoriser l'expansion du commerce et des transferts de technologie, l'émergence d'une meilleure division internationale du travail, la réduction de la dette publique et l'accroissement des transferts de capitaux privés vers les pays en voie de développement.

2) Pour ce faire, il faut promouvoir la corrélation entre développement, désarmement et sécurité et tenir compte de l'interdépendance des sociétés. Les Etats s'engagent à "envisager" la réduction des dépenses militaires, accorder de manière prioritaire les ressources libérées aux secours d'urgence à caractère humanitaire et à la solution des problèmes de développement les plus urgents, utiliser les Nations Unies et les institutions régionales et internationales existantes pour assurer la réaffectation, à accroître l'ouverture, la transparence et la confiance entre les Nations. Pour ce faire, ils poursuivront leurs études, notamment en matière de reconversion.

3) Il est nécessaire d'évaluer le niveau des dépenses militaires des Etats, de façon à déterminer le volume des ressources pouvant être libérées, à analyser les conséquences économiques et sociales de la course aux armements, à tenir l'opinion publique au courant de cette question. Toutes ces études seront centralisées par l'ONU.

II.- Les réactions les plus significatives

Il y a quatre réactions très significatives. Il s'agit de la position américaine, de l'action des soviétiques, des ambiguïtés de la France et de l'action des Organisation Non Gouvernementales.

A.- La position américaine

Le gouvernement américain, malgré les pressions des pays occidentaux, n'a pas voulu participer à cette Conférence pour cinq raisons principales :

- Le lien entre le désarmement et le développement est factice et indésirable. Au fond, la réunion même de la Conférence suppose implicitement l'hypothèse selon laquelle il existerait un dividende du désarmement, ce qui est contestable.

- Ce type de Conférence conclut systématiquement à la responsabilité des Etats-Unis et de leurs Alliés dans la réussite des propositions de désarmement soviétiques.
- Les Délégués risquent de condamner la position américaine sur les missiles antibalistiques et sur les systèmes anti-satellites, alors même que l'URSS serait laissée libre de continuer ses propres programmes. Le but non déclaré de cette Conférence (UNCDD) est de discréditer l'Initiative de Défense Stratégique lancée par Ronald Reagan.
- Les principales causes de guerre sont la politique stratégique agressive de l'Union Soviétique, notamment par des agressions régionales, l'important arsenal militaire du Tiers-Monde et le danger de la prolifération des armes conventionnelles sophistiquées. La reconnaissance de la responsabilité des grandes puissances dans les menaces militaires permet d'oublier l'importance des arsenaux des pays en voie de développement eux-mêmes, souvent accrus par l'aide militaire soviétique, en vue de maintenir l'oppression intérieure.
- Enfin, l'URSS contrôle la bureaucratie de l'ONU et de nombreux délégués ont accepté l'idée de ces dividendes du désarmement pour la satisfaire.

B.- La position soviétique

Elle est très favorable à la réunion d'une Conférence internationale qui met en difficulté la diplomatie américaine.

L'URSS a réussi le tour de force de faire applaudir ses positions à New York même. Sur la plupart des questions, elle a répondu positivement : désarmement nucléaire, communication et vérification des dépenses militaires nationales, condamnation de la relation existant entre l'endettement sans précédent des pays pauvres résultant de l'échange inégal et l'accroissement des budgets militaires des Etats impérialistes, émergence d'un Nouvel Ordre Economique International, refus de la militarisation de la pensée politique et de la vie économique, affirmation du principe de pleine égalité des droits des Etats du monde, respect de l'indépendance et de la souveraineté nationale, mise en place d'un organisme d'assistance aux pays en voie de développement grâce à une limitation des armements et au désarmement.

Pour l'URSS, le désarmement est la cause fondamentale qui conditionne l'augmentation de l'aide au développement. Cette attitude, que d'aucuns ne manquent pas de trouver démagogique, n'en a pas moins convaincu de nombreux délégués du Tiers-Monde et des Organisations Non Gouvernementales, dont l'influence dans l'opinion publique des pays occidentaux est loin d'être négligeable. Si la Conférence n'a pas produit les résultats escomptés, il n'empêche que l'Union Soviétique a obtenu un beau résultat diplomatique, à moindres frais.

C.- La position de la France

Il ne suffit pas de proclamer l'absurdité du surarmement et le drame du sous-développement pour infléchir des politiques dont la légitimité nationale est fondée sur la conscience publique de sécurité et d'indépendance nationale.

Avant l'arrivée de Jacques Chirac à Matignon, le gouvernement français pensait qu'il serait utile :

- d'étudier une combinaison du droit à la sécurité et du droit au développement pour les pays les plus démunis ou les plus exposés aux conséquences de la dégradation du contexte international.

- d'établir le droit de compensation des pays "*sinistrés de la sécurité*",

- de poser la responsabilité des plus grandes puissances,

- de marquer la priorité que la solution à apporter à ces situations doit présenter pour les organisations internationales.

Il était envisagé de créer un FIDD avec un système de contributions volontaires et d'atteindre une sorte de taxe obligatoire proportionnelle aux dépenses d'armement, l'objectif étant de 1 à 2 % des dépenses militaires. Des critères tenant à la richesse des pays pourraient être envisagés et aussi au prorata du nombre de vecteurs de l'arme nucléaire. Des règles seraient fixées pour la coopération avec les autres organisations internationales et régionales. Les financements iraient aux pays les plus démunis et aux pays ou régions particulièrement touchés par les troubles, tensions ou conflits internationaux.

Après l'arrivée du gouvernement Chirac, les ambitions ont été délibérément orientées vers la baisse. Sous prétexte de réalisme, et après le triple constat de l'opposition des Etats-Unis, de la difficulté à mettre sur pied des propositions acceptées par les pays amis et du faible degré d'aboutissement des projets, malgré l'ingéniosité des experts, il a été décidé de ne plus offrir l'hospitalité à cette Conférence et de renoncer au Fonds International de Désarmement pour le Développement. En outre, la France est allée à New York avec réticence, développant des idées fort en retrait par rapport au projet initial. Notamment trois arguments étaient présentés :

- Le sous-développement a d'autres causes que les dépenses militaires : démographie, catastrophes naturelles endémiques, investissements improductifs. Il existe d'importantes différences régionales entre les PVD aussi bien en matière de développement que d'armement. Le droit au développement est aussi important que le droit à la sécurité et il ne saurait y avoir d'alternative de principe entre les dépenses de défense et les dépenses de développement. L'aide au développement est aussi une aide à la sécurité. Cependant, les Etats privilégient la sécurité et dans le contexte conflictuel contemporain, il est illusoire de souhaiter un lien trop étroit entre le désarmement et l'aide au développement.

- Dans ces conditions, il est intéressant de promouvoir les contributions volontaires ou transitoires. Il s'agit de trouver des solutions intérimaires d'urgence, anticipant le processus de désarmement, ce qui témoigne de l'urgence du problème du désarmement. En l'absence de contributions financières immédiates, il est intéressant de rechercher des contributions en nature. Il existe déjà l'UNDRO pour les opérations de secours et celui-ci a déjà largement utilisé les potentiels militaires. Or, ces secours se heurtent souvent à des problèmes d'organisation et de logistique contre-productifs (stocks, acheminement, transports, redistribution). L'opportunité doit être saisie de renforcer l'aide humanitaire en mettant à la disposition des Nations Unies, à des fins de développement et d'assistance, des moyens en personnels et équipements déjà existants au sein des armées nationales. Cette action s'étendrait aux opérations de secours et d'infrastructure, de surveillance (satellites). Les armées seraient alors utilisées à des fins humanitaires.

- En outre, le lien entre désarmement et développement permettrait d'apporter des solutions aux pays ayant souffert de guerres civiles ou de conflits inter-étatiques, sous la médiation du Conseil de sécurité. Il y aurait donc une extension et une systématisation du type d'aide mis en oeuvre dans les cas de catastrophes naturelles aux situations de sinistres créées par l'homme et notamment les conflits armés locaux et régionaux. Il faut évidemment un processus de confiance et il faudrait intégrer ces aides militaires pour le développement dans une structure compétente des Nations Unies. Le Conseil de Sécurité pourrait remplir ce rôle avec l'aide d'une Commission qu'il mettrait en place, et le secrétariat serait assuré par le PNUD et par l'UNDRO. Ce serait une étape tangible du désarmement pour le développement³.

D.- Les positions des experts

Le Département des Affaires du Désarmement des Nations Unies a commandité plusieurs études sur les liens entre le désarmement et le développement⁴. Cependant, la déclaration du Panel des Personnalités Eminentes a eu l'écho le plus fort. Elle rappelle d'abord que la paix est plus que l'absence de guerre. Tous les pays n'échappent pas aux conséquences économiques et stratégiques de la course aux armements et la puissance destructive des arsenaux mondiaux constitue une menace pour la survie de l'humanité. Les tendances actuelles des dépenses militaires font un contraste avec la situation économique mondiale marquée par les crises économiques nationales et mondiale. La coopération internationale se détériore, alors même que la base matérielle nécessaire pour atteindre les objectifs sociaux existe à l'échelle du globe.

Le désarmement, le développement et la sécurité sont les trois piliers de la paix, mais la sécurité est aussi économique (alimentation, santé, éducation). En 1984, on a assisté à un transfert net de ressources financières des pays en voie de

développement vers les pays développés et les politiques d'ajustement draconniennes des Etats du Tiers-Monde ont déclenché des crises sociales et économiques aggravant la situation économique et militaire internationale. Les crédits de l'IDA et du FMI se sont singulièrement réduits au moment même où la dette devenait un fardeau insupportable pour les PVD. La dureté des conditions économiques, la faim, la pauvreté et l'instabilité politique sont des alliées naturelles. Le développement ne doit pas souffrir d'une course aux armements persistante. Cependant, il ne faut pas que l'action nationale ou internationale visant à promouvoir le développement soit suspendue ou retardée au cause de la lenteur des progrès du désarmement. Il faut par contre lutter contre le surarmement.

- Il est nécessaire de bâtir des intérêts communs. Les grandes puissances nucléaires, qui portent la responsabilité principale de la course aux armements, se sont fixé comme objectif ultime à leurs négociations bilatérales l'élimination complète des armes nucléaires. Il existe en outre des études sérieuses qui montrent l'intérêt d'une réaffectation des ressources. Les études d'experts indiquent que les besoins civils du monde pourraient, s'ils se transformaient en demandes effectives, fournir un instrument viable de stimulation économique en période de récession et un catalyseur pour la recherche-développement.

- La concomitance de dépenses militaires élevées et d'une forte croissance économique n'est pas un facteur de causalité, car une économie en sous-emploi perçoit un effet stimulateur de n'importe quelle nouvelle dépense. Mais si les ressources sont limitées, les besoins civils passent avant les besoins militaires. Les produits militaires sont soit détruits, soit immédiatement consommés, même si la recherche et la formation militaires peuvent donner lieu à des applications civiles. Il s'agit d'ailleurs là d'un mauvais moyen de valorisation des recherches. Un pays particulier peut avoir des retombées positives des dépenses militaires, mais il impose un fardeau additionnel à la communauté internationale, à la fois par l'absorption des ressources disponibles et par les incidences de cette décision sur le développement économique mondial. Il existe un réseau complexe d'interactions entre les Nations et toute crise se répercute sur l'ensemble du système international. Il faut donc développer le droit international et la coopération internationale.

- Les ressources d'un désarmement seraient probablement insuffisantes pour dégager les besoins additionnels nécessaires aux objectifs de bien-être social et elles dépendent étroitement des modalités concrètes du désarmement. Diverses études ont montré que le chômage issu d'une mesure de désarmement serait rapidement absorbé par une demande civile équivalente, même pour les qualifications professionnelles "pointues". L'expérience de l'après-guerre illustre bien cette hypothèse.

- Les mesures envisagées par les experts ne sont pas très originales : évaluer les dépenses militaires mondiales, intensifier les efforts des gouvernements pour évaluer la nature et le volume des ressources qui pourraient être libérées, promouvoir les actions de reconversion internationale, favoriser l'information de l'opinion pu-

blique, développer le rôle des Nations Unies, apporter une aide immédiate et réaffecter une partie des ressources libérées par le désarmement au profit des PVD, mettre à leur disposition des moyens de surveillance par satellite ou des matériels de transmissions en cas de catastrophe naturelle, promouvoir les initiatives régionales visant à régler les conflits, examiner les conditions dans lesquelles les effectifs et les matériels militaires prélevés sur les forces armées nationales pourraient être mis au service du développement et de l'aide humanitaire et imposer des limites de transfert des armes classiques dans le cadre d'accords régionaux.

E.-Les positions des Organisations Non Gouvernementales

Ces positions sont très majoritairement favorables à la relation désarmement pour le développement, mais surtout la plupart des ONG condamnent l'absence des Etats-Unis et semblent tenir ce pays comme le principal responsable de la course aux armements. Seule "*The Heritage Foundation*"⁵ conteste cette Conférence et cette idée, considérant que les ONG et les Nations Unies servent d'abord à favoriser la propagande des pays socialistes.

A cette Conférence, plus de la moitié des délégués des ONG étaient des résidents américains, ce qui ne compensait pourtant pas l'absence du gouvernement des Etats-Unis.

Pays	Délégués des ONG
USA	220
Suède	38
Canada	24
Norvège	12
Inde	9
Suisse	9
Royaume-Uni	6
Hongrie	5
URSS	4
France	4
Tchécoslovaquie	4
Danemark	4
Finlande	4

Le délégué moyen des ONG est une femme, de nationalité américaine, fortement imprégnée de principes religieux ou syndicaux, peu au courant des affaires économiques et souhaitant la paix en idéalisant ce terme.

Les thèmes principaux d'intérêt sont :

Thème	Organisations concernées en premier chef
Paix	35
Défense et Désarmement	18
Droits de l'Homme, santé, éducation, liberté, justice	20
Solidarité, dialogue	20
Développement	6
Pauvreté et famine	10
Tiers-Monde	4
Libération de la femme	18
Intérêts socioprofessionnels	22
Intérêts religieux	37
Anti-nucléaire	4
Associations de Jeunes	6
Défense de l'ONU	6
Centres de recherche (Politique, Défense, Stratégie et Développement)	18

Notons que 52 organisations faisaient référence à un pays d'origine, alors que 55 d'entre elles se veulent à compétence internationale.

Pour les délégués des Organisations Non Gouvernementales⁶, le désarmement et le développement, sont des processus distincts mais étroitement liés. Ils condamnent tour à tour le fardeau de la dette, la détérioration des termes de l'échange, le schéma néo-colonial, la corruption financière favorisée par la militarisation de l'économie, l'arme nucléaire, l'Initiative de Défense Stratégique de Reagan. Ils déplorent que l'importation des armes représente 25 % de la dette des PVD (Thorsson).

L'ordre économique international contemporain s'est bâti à coup de guerres ou de menaces et il produit un monde surarmé et sous-nourri. Il faut à la fois lutter contre les coûts sociaux du militarisme et créer un nouvel ordre économique international.

Ils réclament au moins 0,7 % d'aide au PVD recommandé par l'ONU, une amélioration de l'information sur le militarisme, la réduction du commerce et des transferts internationaux des armes, la création d'un Fonds International de Désarmement pour le Développement, le développement des études et des suggestions pratiques sur le désarmement pour le développement, l'élaboration d'un modèle global d'économie de la paix (dont conversion) et l'émergence d'une stratégie non-violente⁷.

Il est malheureusement nécessaire de conclure à l'échec de cette Conférence, qui aura abouti, en fin de compte, à un succès diplomatique de Gorbatchev, à une condamnation même voilée de la politique militaire de Reagan, à la déconfiture de la diplomatie française qui, au lieu de tirer profit d'une initiative bien reçue par les pays du Tiers-Monde, a souffert de ses hésitations, voire de ses reniements. Les experts eux-mêmes n'ont pas produit les travaux de recherche incontestables qui auraient étayé la thèse de l'intérêt des Etats pour le projet du désarmement pour le développement, alors que les organisations non gouvernementales, trop désireuses d'être reconnues comme interlocutrices dans l'Organisation des Nations Unies, n'ont probablement pas toujours analysé la situation militaro-économique mondiale avec le recul obligatoire que l'absence des Etats-Unis à la Conférence nécessitait. L'Organisation des Nations Unies elle-même a subi un nouvel échec, malgré ses efforts. Au fond, l'idée même du désarmement pour le développement n'est pas sortie grandie de cette Conférence. Il n'y aura donc probablement que les délégués de l'Union Soviétique à revenir de New York avec le sentiment d'avoir fait du bon travail.

NOTES

(1) Le texte officiel est publié dans les *Documents d'Actualité Internationale*, n° 23, 1 Décembre 1983 p. 438-442.

(2) Nations Unies : *Conférence internationale sur la relation entre désarmement et développement*, New York, 24 Août-11 Septembre, Document final, Nations Unies, New York, 1987.

(3) UNIDIR : *Désarmement-développement : au-delà des impasses, quelques suggestions pratiques*. UNIDIR/86/13. New York, Nations Unies, 1987.

(4) *Dépenses militaires et structure économique : les pays à économie planifiée* (A/CONF.130/PC/INF/12)

- *Dépenses militaires et développement* (A/CONF.130/PC/INF/13 et Corr.1)

- *Dépenses militaires et structures économiques, en particulier dans les économies de marché* (A/CONF.130/PC/INF/14)

- *Le désarmement et l'emploi* (OIT) A/CONF.130/PC/INF/15)

- *Analyses intersectorielles des dépenses militaires et de la formation de capital, de la productivité, de la croissance économique et de la compétitivité* (A/CONF.130/PC/INF/16)

- *Perspectives pour les pays en développement 1986-1995* (Banque Mondiale) A/CONF.130/PC/INF/18

- Déclaration du Panel des Personnalités Eminentes composé de Ibrahim Hilmy Abdel-Rahman, Yamas Bacskai, Oleg Bogomolov, Gamani Corea, Edgar Faure, Alfonso Garcia Robles, Lawrence Klein, Pei Monong, Olusegun Obasanjo, Raul Prebisch, Walter Scheel, Agha Shahi, Janez Stanovnik, et Inga Thorsson. *Désarmement et développement*. New York, 16-18 Avril 1986. Nations Unies. F.86.IX.5.

(5) The Heritage Foundation : *Backgrounder*. A United Nations Assessment Project Study, August 17, 1987.

(6) International Conference on the Relationship between Disarmament and Development : *NGO Attendance list*. September 1987.

(7) CIRDD, A/CONF.130/5, 21 Août 1987.

Bibliographie

Colard, D., Fontanel, J. and Guilhaudis, J.F., 1981. Le désarmement pour le développement: un pari difficile, Fondation pour les Etudes de Défense Nationale. Les Sept Epées. *Cahier*, (19)

Fontanel, J., Smith, R. (1985), L'effort économique de défense, Ares, Défense et Sécurité, Supplément n° 4 - Novembre 1985.

Fontanel, J., Smith, R. (1985) Analyse économique des dépenses militaires, Stratégique, 4ème Trimestre

Fontanel, J., Guilhaudis, J-F. (1986), Le désarmement pour le développement, Ares, Défense et Sécurité Série "Désarmement et course aux armements", Grenoble, Mai 1986.

Fontanel, J. Smith, R. (1987), The creation of an International Disarmament Fund for Development, S. Deger & R. West. Defence, Security and Development, 1987.

Fontanel, J., Guilhaudis, J-F. (1988), Arms transfer control and proposals to link disarmament to development, in "Arms Transfers Limitations and Third World Security", OHLSON (Ed.), SIPRI, Oxford University Press, Oxford and New York,

Heritage Foundation (1987), Backgrounder, A United Nations Assessment Project Study, August 17.

Mitterrand, F. (1983), Discours devant l'Assemblée Générale de l'ONU, Documents d'Actualité Internationale, Décembre.

ONG(1987), International conference on the relationship between Disarmament and Development, NGO Attendance List, Nations Unies, September

ONG(1987), International conference on the relationship between Disarmament and Development, CIRDD, A/CONF :130/5. 2& août.

ONU (1987), Conférence internationale sur la relation entre désarmement et développement, Document final, Nations Unies, NY. 24 août-11 septembre.

UNIDIR (1987), Désarmement-développement; au delà les impasses, quelques suggestions pratiques, UNIDIR/86/13.